



## UNANIMA International compte sur votre participation pour rendre notre planète plus durable...

**Introduction** La première Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, mieux connue sous le nom de « Sommet de la Terre », s'est tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, en juin 1992. Sans précédent en termes d'envergure et de portée (comptant la participation de 172 gouvernements et 2 400 ONG), cette conférence a également introduit le nouveau concept consistant à combiner les débats internationaux sur les droits humains, le développement économique et la gestion environnementale. Le document qui en a découlé, nommé *Agenda 21*, quoique juridiquement non contraignant et quelque peu affaibli par compromis, a néanmoins réussi à donner le jour au plan d'action le plus exhaustif reconnu à ce jour par la communauté internationale en matière de développement durable. Naturellement, ce plan d'action a permis d'obtenir des résultats positifs :

En ce qui concerne les **droits humains**, certains pays ont abrogé des lois nationales qui encourageaient la discrimination à l'égard des femmes (ex. : Ghana, Sierra Leone, Tanzanie, et Turquie). L'*Agenda 21* a également renforcé la sensibilisation de l'opinion internationale sur des problèmes mondiaux comme la pauvreté, le manque de nourriture et d'eau et la vulnérabilité des petits États insulaires face au changement climatique.

S'agissant du **développement économique**, de nombreux pays ont créé des organisations dédiées au développement durable (ex. : Australie, Belgique, Canada, Costa Rica, Inde, Allemagne et Russie). Davantage de pays ont également commencé à étudier des sources d'énergie alternatives (ex. : Danemark, Inde, Espagne, Royaume-Uni et États-Unis) et à accroître la disponibilité des transports publics (ex. : Colombie, Équateur et Union européenne).

Pour ce qui est de la **gestion environnementale**, la communauté internationale a commencé à se pencher sur le problème de la production et de l'utilisation des produits chimiques toxiques (comme le plomb dans l'essence), ainsi que sur l'impact environnemental de projets commerciaux et civiques. Par ailleurs, l'*Agenda 21* a encouragé à prendre en compte les besoins des populations locales dans la gestion forestière (ex. : Thaïlande et Brésil).

Aujourd'hui, l'image qui se présente à nous est plus sombre. L'environnement témoigne du fait que notre voie d'avenir est de moins en moins durable. Nous exploitons les ressources de la Terre à un rythme plus rapide que la capacité de régénération de la planète et, en raison d'un manque d'actions efficaces, les lourdes conséquences du changement climatique se sont multipliées. Le fossé entre les riches et les pauvres ne cesse de se creuser, parallèlement à une économie mondiale qui demeure relativement instable. Lors de la prochaine Conférence des Nations unies sur le développement durable de 2012, communément appelée *Rio+20*, il est essentiel que nous mettions en valeur les objectifs basiques de développement durable qui n'ont pas encore été atteints, tout en préservant la Terre et ses précieuses ressources.

# Rio+20

## Objectifs

- Susciter un engagement politique renouvelé en faveur du développement durable
- Évaluer les progrès accomplis à ce jour et les lacunes qui subsistent dans la mise en œuvre des décisions prises lors des sommets majeurs sur le développement durable
- Relever des défis nouveaux et émergents

## Résumé des thèmes

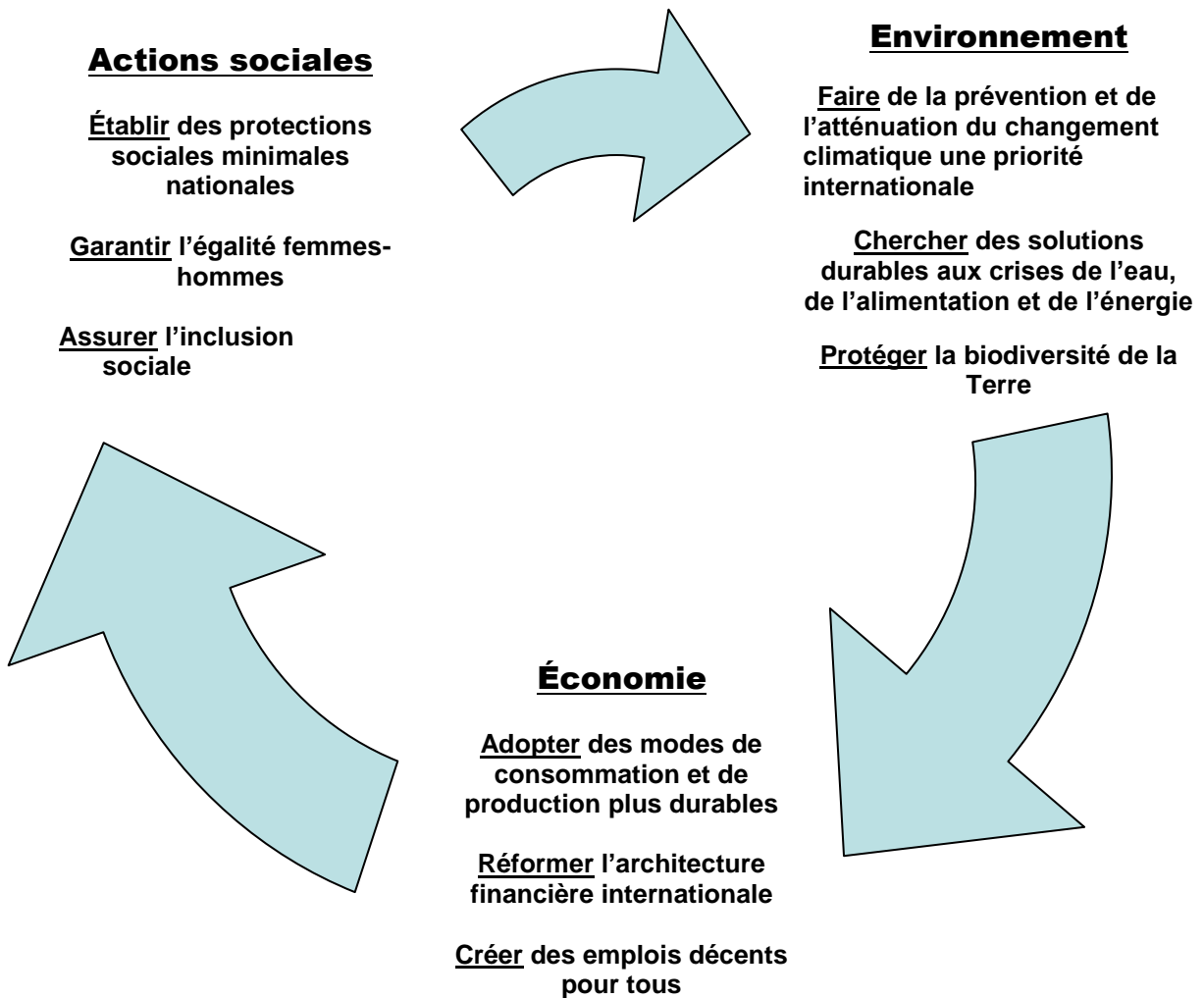
- **Économie verte** dans le contexte de l'éradication de la pauvreté et du développement durable

Une *économie verte* est une économie qui respecte les limites des ressources de notre planète et lie ses décisions aux besoins à la fois sociaux et environnementaux. Cependant, puisqu'il n'existe pas de définition universellement reconnue de l'économie verte, les critiques ont identifié plusieurs failles persistantes qui laissent la place au « blanchiment vert » et à de fausses solutions, tout en faisant valoir le capitalisme et le protectionnisme favorisant les entreprises puissantes, au détriment des personnes qui vivent dans la pauvreté. Ces critiques craignent également la marchandisation accrue de biens comme l'eau, l'air, le sol et les forêts.

- **Cadre institutionnel** pour le développement durable

Ce *cadre institutionnel* sera capable d'évaluer les progrès accomplis en matière de durabilité, de tenir les pays pour responsables des engagements qu'ils ont pris et de superviser l'action mondiale menée pour atteindre des objectifs convenus.

# Cadre de discussion pour Rio+20



Pour aider UNANIMA International à se concentrer sur ses actions de défense lors de la conférence Rio +20, veuillez sélectionner au maximum trois des neuf thèmes présentés dans le diagramme ci-dessus.

## Définitions

Protection sociale minimale – politiques nationales visant à garantir les droits humains fondamentaux (par exemple l'eau, l'alimentation, l'hygiène, la santé, l'éducation, le logement et un revenu minimum) afin de protéger les populations vulnérables contre le choc économique.

Égalité femmes-hommes – reconnaître que les femmes et les hommes doivent partager les mêmes droits humains qui garantissent les mêmes opportunités, dignités et libertés (par exemple le droit d'être propriétaire foncier, d'accéder à l'éducation et de vivre en sécurité).

Inclusion sociale – garantit que chaque individu (en particulier les individus marginalisés comme les personnes autochtones, handicapées, les réfugiés et les migrants) puisse bénéficier intégralement des droits, opportunités, ressources et activités normales de sa société.

Changement climatique – changements du climat et de la configuration climatique à l'échelle mondiale, et leurs conséquences (ex. : hausse de la température des océans et montée du niveau de la mer, modifications des épisodes de précipitation/inondation, et augmentation de l'intensité des tempêtes) – en particulier ceux induits par l'activité humaine.

Crises de l'eau, de l'alimentation et de l'énergie – les modes non durables d'usage humain, ainsi que les changements climatiques mondiaux, contribuent à des pénuries d'eau et de nourriture à travers le monde. Les tentatives visant à résoudre ces problèmes contribuent également à la surexploitation de sources d'énergie non durables.

Biodiversité – décrit la complexité de la vie sur Terre et désigne non seulement les organismes vivants, comme les plantes et les animaux, mais aussi la variété de gènes et d'écosystèmes.

Consommation et production – les 20 % les plus riches de la population mondiale consomment plus de 86 % des biens de la planète et cette tendance s'accélère. Ces biens sont souvent issus de modes de production non durables : emploi de matériaux toxiques, production de quantités accrues de déchets et utilisation de sources d'énergie non renouvelables, rendant nos modes de production et de consommation non durables.

Architecture financière – cadre de normes conçu pour prévenir les crises financières par le biais de procédures réglementaires plus strictes et de systèmes transparents de comptabilité et de vérification fiscale.

Emploi décent – emploi qui donne satisfaction et fournit une rétribution financière appropriée.